

Mais que veut le peuple?

Ce qui se passe en Catalogne démontre à quel point violence et provocation peuvent entraîner confusion et division. – Texte : Catherine Ernens –

Depuis le 1er octobre, dans une effusion d'émotions, les projecteurs sont braqués sur le bras de fer qui se joue entre la Catalogne et l'Espagne. La Catalogne a donc voté malgré l'interdiction. Et tout s'est emballé. Les policiers catalans ne sont pas intervenus pour faire fermer les bureaux de vote. Les forces envoyées de Madrid s'en sont chargées, de manière musclée. Près de 900 personnes ont été blessées. Les images entachées de sang ont fait le tour du monde. Face à ces violences à la Franco, l'opinion publique a tangué en faveur des indépendantistes. Et le cœur des Catalans s'est accéléré. Deux jours plus tard, près de 700.000 Catalans ont répondu à l'appel à la grève générale lancé contre les violences policières.

La responsabilité peut être renvoyée dos à dos. Le Premier ministre espagnol a opposé une politique bornée à l'obstination du catalan Carles Puigdemont. Madrid aurait pu ou dû laisser se dérouler le référendum à Barcelone sans réagir, en misant sur un résultat qui resterait confus. Moins de la moitié des Catalans se sont déplacés pour voter. Cette violence a masqué qu'il s'agissait en réalité d'un vote très peu démocratique, sans observateur extérieur pour valider, sans isolements. Et au demeurant, il s'agit d'un nationalisme de " nouveaux riches " : la riche Catalogne constate qu'elle pourrait se prendre en main. Son peuple n'est pourtant pas rangé derrière cette idée.

La population catalane est divisée et les unitaristes sont en principe plus nombreux. Les séparatistes catalans estiment avoir remporté ce scrutin boycotté par leurs opposants avec 90% des voix et un taux de participation de 43%. Assez, disent-ils, pour déclarer l'indépendance. Mais les faits de violence ont frappé les indécis et ont pu faire basculer des indifférents dans le camp indépendantiste. La majorité silencieuse, contre l'indépendance, est finalement sortie dimanche dernier. *"Ça suffit! Retrouvons la sagesse"*, réclamaient les manifestants. Mario Vargas Llosa, prix Nobel de littérature, y était présent. Pour lui, *"la Catalogne et l'Espagne sont unies depuis cinq siècles et rien ni personne ne pourra les séparer"*.

Carles Puigdemont devait proclamer l'indépendance de la Catalogne mardi. Cette déclaration n'a de toute façon pas de valeur légale pour l'Espagne. La Catalogne se prévaut cependant du *"droit des peuples à disposer d'eux-mêmes"*, principe de droit international. C'est embarrassant car ce droit n'a jamais été appliqué à des États démocratiques. Par ailleurs, la notion de peuple catalan est complexe à définir. À ce stade, le gouvernement espagnol peut sortir l'arme lourde : l'article 155 de la Constitution qui l'autorise à prendre la direction d'une communauté autonome si ses dirigeants *"portent gravement atteinte aux intérêts de l'Espagne"*. Depuis la tenue du référendum d'autodétermination en Catalogne, entaché de violences, un dialogue de sourds s'est engagé entre Barcelone et Madrid. L'Europe, ennuyée, est au balcon. ✖

Vent d'indépendance

Catalans, Basques, Corses, Écossais... Flamands... Les revendications indépendantistes gagnent du terrain en Europe. Dans la plupart des cas, il s'agit de régions économiquement riches. Mais les aspirations indépendantistes sont aussi culturelles, avec une langue et des traditions différentes dans les régions concernées. Pour le politologue Vincent Laborderie, le cas de la Catalogne est cependant inédit. Il dit ne pas redouter un tel processus en Belgique où le soutien de la population flamande à l'indépendance resterait très faible, entre 8 et 15%.

Un fruit pourri

La Catalogne porte des revendications régionalistes depuis plus de 80 ans. Ce qui se passe aujourd'hui est le fruit un peu pourri d'une occasion manquée il a plus de dix ans. En 2006, les parlements catalan et espagnol avaient réussi à s'accorder sur un nouveau statut d'autonomie pour remplacer celui de 1979. Après quarante ans de dictature franquiste, ce statut permettait de rétablir la Généralité, le nom de l'entité politique catalane, qui avait existé de 1932 à 1939. Mais en 2010, le Tribunal constitutionnel invalidait ce nouveau statut. Les juges refusaient l'expression de "nation catalane" et le catalan comme langue de référence de l'administration. Les indépendantistes l'ont vécu comme une humiliation. En 2014, un autre référendum symbolique était organisé qui donnait l'indépendance victorieuse.

Le président journaliste

Il porte une longue et curieuse mèche sur le front. Elle cache les cicatrices d'un grave accident de la route. Carles Puigdemont, l'indépendantiste jusqu'au-boutiste, le président, est un personnage étonnant. Ses parents étaient pâtisseries et nationalistes convaincus. Après des études de philologie catalane, il devient journaliste dans divers médias locaux et rédacteur en chef du quotidien régional "El Punt". Il créera l'agence catalane d'information et épousera une journaliste roumaine. Il est devenu député du Parlement de Catalogne en 2006, puis maire de la ville de Gérone en 2011. En 2016, l'Espagne découvre son visage lorsqu'il est officiellement élu président de la Généralité de Catalogne.

L'ANECDOTE

Plusieurs entreprises ont déjà annoncé qu'elles quittaient la Catalogne, comme la CaixaBank, la troisième banque espagnole, qui va transférer son siège de Barcelone à Valence. Un séisme économique.